

DIAL 2668

PÉROU - Politique antidrogues en échec. Le gouvernement implante des politiques imposées par les États-Unis

Cecilia Ramón

mardi 16 septembre 2003, mis en ligne par [Dial](#)

L'augmentation des cultures illégales de coca au Pérou en 2002, comme en Bolivie, est qualifiée par les États-unis de « menaces régionales ». L'accent est mis sur l'éradication forcée des cultures et non pas, comme il conviendrait, sur les cultures de substitution. Il manque à la lutte antidrogue une politique de développement alternatif cohérente. Article de Cecilia Ramón (Lima) paru dans [Noticias Aliadas](#), 12 mars 2003.

Les images de mobilisations des producteurs de coca, d'occupations de routes, de mouvements incontrôlés et de violente répression policière de la dernière semaine de février semblaient provenir de Bolivie. Mais ces faits se produisaient bien loin de là, dans la forêt de la zone centrale du Pérou, où des milliers de paysans se sont révoltés contre l'éradication forcée de leurs cultures de coca.

Avec l'occupation de la route qui réunit les villes amazoniennes d'Aguaytía et Tingo María, les producteurs de coca du département de Huánuco entamèrent le 18 février un mouvement réclamant la mise en application des accords signés en juillet et août 2002 avec la Commission nationale pour le développement et la vie sans drogues (DEVIDA).

Selon ces accords, l'État s'engageait à promouvoir « dans le cadre d'une concertation, la réduction progressive et soutenable de la feuille de coca et la lutte contre le narcotrafic et la subversion ». Il ferait cela en parallèle avec un programme de développement rural participatif susceptible de créer des emplois et des revenus alternatifs sur la base de crédits d'urgence pour des produits dont l'accès aux marchés serait assuré, et avec un contrôle intégral, aérien tout autant que terrestre, maritime et fluvial à la charge de la police.

Les accords portaient sur quatre points : le paiement d'environ 350 soles (100 dollars US) par hectare volontairement éradiqué ; 1 200 à 1 300 soles (342 à 370 dollars) de crédit par hectare reboisé ; 2 100 à 2 400 soles (600 à 685 dollars) de crédit par hectare de cultures légales et sur une durée de quatre récoltes ; et une attestation de priorité à l'accès aux programmes alternatifs. Ce plan aurait coûté environ 3 millions de dollars par an, soit une minime partie des 300 millions accordés par le gouvernement des États-Unis pour les cinq prochaines années pour la répression et le développement alternatif.

Cette initiative originale qui avait fait naître une grande espérance parmi les producteurs de coca et les responsables officiels, n'a pas été acceptée par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), qui devait financer la majeure partie du programme. La proposition fut radicalement transformée et le modèle qui a été appliqué dans les vallées de production de coca a abouti à un échec total.

« USAID n'a jamais admis le mécanisme des crédits – élément fondamental aux yeux de n'importe quel producteur – parce que cela signifiait qu'elle ne contrôlerait pas les fonds qui auraient pu être administrés sous tutelle de l'organisme d'État, la Corporation financière pour le développement. Finalement il fut décidé d'allouer une indemnité (approximativement 160 dollars) par hectare éradiqué et une bourse alimentaire évalué à 150 dollars par famille, en un versement unique », a précisé l'économiste Hugo Cabieses, expert sur les problèmes de drogue et de narcotrafic. « Ce que voulaient les paysans, c'étaient des crédits et des marchés assurés pour leurs productions et non pas qu'on les traite comme des mendiants ».

Bien qu'après 11 jours de blocage les producteurs de coca aient accordé une trêve au gouvernement pour ouvrir le dialogue, le règlement du conflit est encore loin d'être résolu. Le problème de fond, de l'avis unanime des experts, est qu'il n'y a pas au Pérou, de la part de l'État, une politique de lutte contre les drogues et de développement alternatif.

Tout comme la Bolivie et la Colombie, le Pérou s'est montré discipliné dans l'application de la politique antidrogue des États-Unis, qui met l'accent sur l'éradication forcée des cultures et l'interdiction, mais pas sur les cultures de substitution.

« Il a manqué au Pérou et il continue à manquer, une politique publique cohérente et d'ensemble pour aborder le problème des drogues, du narcotrafic et de ses implications en matière de sécurité, d'ordre et de santé publics. Depuis 1978 les gouvernements successifs se sont contentés de copier des recettes étrangères, de courber la tête afin de recevoir des miettes destinées à être utilisées selon des schémas de développement qui n'ont pas été établis après consultation des producteurs » a affirmé l'avocat Ricardo Soberón. « Ce que nous mettons en évidence c'est une soumission absolue aux diktats du Département d'État (des États-Unis) ».

Selon certaines versions, les États-Unis feraient pression sur le Pérou pour qu'il institue la politique « coca zéro » qui est appliquée en Bolivie depuis 1997, en établissant une limite de seulement 1 000 hectares pour la culture de coca destinée à la consommation traditionnelle, tandis que le reste – supposé être destiné au narcotrafic et par conséquent estimé illégal – doit être éradiqué par la force, sinon le Pérou n'aurait pas accès aux avantages de la Loi de promotion commerciale andine et d'éradication des drogues (ATPDEA en anglais).

« Ce que veulent les États-Unis c'est la stricte application de leur guerre contre les drogues. Ils veulent que pour éradiquer la culture de la coca le Pérou utilise, comme en Colombie, la fumigation sans discrimination, et comme en Bolivie, la stratégie 'coca zéro' avec un coût social énorme », a indiqué Cabieses.

Malgré les milliers de millions de dollars que, depuis des années, les États-Unis destinent à l'éradication des cultures de drogues dans les pays andins, il est certain que cette politique a été un échec total.

Des évaluations du gouvernement des États-Unis indiquent qu'en Bolivie les cultures de coca sont passées de 19 900 hectares en 2001 à 24 400 en 2002 tandis qu'au Pérou elles sont passées de 34 000 en 2001 à 36 600 l'an passé. En Colombie la production de coca a diminué de 15 %, de 169 800 en 2001 à 144 400 en 2002. Mais en général, entre 2001 et 2002, sur l'ensemble Bolivie, Colombie, Pérou, les cultures de coca ont diminué de 8 %. Sur l'ensemble des 20 dernières années, pour les trois pays, la totalité des cultures de coca s'est maintenue à une moyenne de 200 000 hectares.

Cabieses a expliqué qu'« il existe une migration des cultures due au fait que lorsque les responsables gouvernementaux centrent leurs efforts d'éradication sur une zone, les producteurs ont tendance à se transporter ailleurs, y compris en franchissant les frontières ». On donne à ce phénomène le nom d'« effet ballon » : quand on appuie en un point un autre s'enfle.

Selon un rapport récent du Département d'État des États-Unis, pour que le Pérou puisse recevoir la certification de bon collaborateur dans la guerre contre les drogues, et puisse, en conséquence, bénéficier de l'ATPDEA, il devra, cette année, éradiquer au moins 12 000 hectares de coca. Cet objectif, aux dires du membre du Congrès Javier Diez Canseco, « est inapplicable parce que cela reviendrait à mettre en place

un contexte semblable à celui de la Bolivie », il se réfère aux mobilisations contre la politique « coca zéro » dont les producteurs de coca furent les acteurs ces dernières années. Les manifestations de janvier dernier en Bolivie ont fait au moins 20 morts.

John P. Walters, directeur du Bureau national de stratégie pour le contrôle des drogues des États-Unis, a qualifié de « menace régionale » l'augmentation de cultures illégales de coca en Bolivie et au Pérou en 2002 et a admis que son gouvernement était préoccupé par le fait que ces deux pays rencontraient des difficultés pour faire face aux pressions des producteurs de coca afin de ne pas éradiquer les cultures prétendument orientées vers le narcotrafic.

Actuellement le prix de la feuille de coca au Pérou a fait un bond jusqu'à près de 4 dollars le kg - le plus haut depuis 1989 - après avoir chuté à 0,40 dollar au milieu de la précédente décennie en raison de la surproduction. Le motif, selon Cabieses, est à chercher exclusivement dans le marché. « La demande en cocaïne a augmenté de façon significative aux États-Unis et sur d'autres continents » a-t-il dit.

Face à cette situation il est impossible que des produits légaux puissent entrer en concurrence avec la coca. Cabieses a déclaré : « La caisse de quatre papayes coûte 1 dollar, le café coûte 0,80 dollar le kg, et le cacao 1,20 dollar le kg. »

Les experts sont d'accord pour dire que la solution au problème doit considérer l'ensemble des données. En même temps que l'on oriente la répression en direction des groupes de narcotrafiquants, il faut promouvoir une politique de développement alternatif cohérente, qui permette d'améliorer le niveau de vie des paysans.

« Le gouvernement, a dit Cabieses, doit s'ouvrir au dialogue. Les revendications des producteurs de coca sont dignes d'attention. »

- **[Dial](#) - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2668.**

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : dans [Noticias Aliadas](#), 12 mars 2003.

En cas de reproduction, mentionner la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.